

ANTHROOPEN

Le dictionnaire francophone d'anthropologie ancré dans le contemporain

TECHNOPOPULISME

Müller, Bernard

EHESS

Date de publication : 2025-10-18

DOI : <https://doi.org/10.47854/215mmx62>

[Voir d'autres entrées dans le dictionnaire](#)

Le technopopulisme est un concept relativement récent qui, émergeant des sciences politiques, commence timidement à trouver un écho en anthropologie. Rares demeurent toutefois les anthropologues ayant mené des recherches pertinentes sur les dynamiques politiques contemporaines, les technologies numériques et les nouvelles formes de gouvernance qui s'y rattachent. Il s'agit donc d'ouvrir un nouveau terrain et d'en considérer les conditions d'analyse comme objet d'étude en anthropologie des mondes contemporains.

Le politologue Marco Deseriis, l'un des premiers à faire usage de ce terme pour désigner un mouvement qui résulte de la délégitimation des élites du fait de leur gestion désastreuse de la crise économique de 2008, écrit :

Le technopopulisme est la croyance selon laquelle le « gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple » est réalisable grâce aux technologies de l'information et de la communication. Le terme « croyance » désigne ici une idéologie, non pas au sens marxiste de fausse conscience, mais au sens althusserien d'un ensemble d'idées qui ont une existence matérielle (Althusser). Le technopopulisme peut également être compris en termes foucaudiens comme un discours émergent (Foucault), c'est-à-dire comme un ensemble de connaissances, de normes, d'attitudes et de pratiques issues de l'hybridation de deux discours préexistants : le populisme et le technolibertarianisme.

(Deseriis 2017 : 441, ma traduction)

Le technopopulisme peut être compris comme le pendant politique – souvent autoritaire – d'un modèle économique au service duquel il se met. Le technopopulisme est le bras politique d'un capitalisme devenu infrastructurel, où la captation des corps, des données et des affects remplace la médiation démocratique traditionnelle. L'émergence du technopopulisme ne peut être dissociée de la transformation structurelle des formes de domination économique à l'ère numérique. Le modèle capitaliste industriel hérité du XIX^e siècle, fondé sur la production de biens, le salariat et des médiations sociales stables (partis, syndicats, institutions), cède progressivement la place à un régime dans lequel la captation des données, le contrôle des interfaces et la dépendance envers les infrastructures numériques

deviennent les vecteurs principaux de la domination économique. Dans cette perspective, l'analyse d'Yanis Varoufakis (2023) sur le techno-féodalisme apporte un éclairage essentiel : selon lui, le capitalisme contemporain a muté en un ordre post-marchand, où la logique de la concurrence et de l'échange libre est supplantée par une logique quasi féodale de rente et d'enclosure numérique. Les grandes plateformes ne se contentent plus de vendre des produits : elles construisent des *environnements clos*, des écosystèmes techniques où les utilisateurs sont captifs et où la valeur est extraite de l'activité même de vivre, de chercher, de se déplacer, de communiquer. Cette appropriation privative du numérique instaure un nouveau type de pouvoir, ni marchand, ni productif, mais infrastructurel et extractif.

Le technopopulisme peut dès lors être lu comme la traduction politique de ce techno-féodalisme. Il ne vise pas tant à restaurer un ordre démocratique affaibli qu'à stabiliser un régime de contrôle fondé sur les plateformes, tout en mobilisant une rhétorique populaire, de proximité et d'anti-élitisme. Il naturalise la domination numérique sous des formes pseudo-démocratiques, en valorisant la fluidité, la désintermédiation et la performance technique. Ainsi, le technopopulisme n'est pas seulement une réponse politique à la crise de la représentation : il est le vecteur d'une nouvelle aliénation, que l'on pourrait qualifier d'aliénation algorithmique. Les individus y sont à la fois objets de gouvernement et agents de leur propre surveillance, gouvernés par des logiques computationnelles qu'ils ne maîtrisent pas, mais auxquelles ils participent activement. La classe dominante dans ce contexte n'est plus seulement la détentrice des moyens de production, mais celle qui contrôle les infrastructures, les flux de données et les capacités de modélisation du réel.

C'est l'aliénation 2.0, où l'illusion de participation dissimule la dépossession politique. La spectacularisation de la figure du leader est au cœur du technopopulisme. Debord (1967) soulignait que le spectacle nie la distance, l'altérité, la contradiction. Le technopopulisme poursuit ce mouvement : il dissout l'espace public délibératif dans un présent perpétuel fait de tendances, de sondages, de ressentis collectifs. Il neutralise la conflictualité politique en transformant toute opposition en *haters*, en *bots* ou en « mauvais citoyens ». La démocratie devient un théâtre algorithmique où la seule chose qui compte est le *taux d'engagement*.

Dans ce contexte, les rapports de classe se recomposent : il ne s'agit plus de l'opposition entre capitalistes industriels et ouvriers, mais entre seigneurs de la donnée, détenteurs d'infrastructures computationnelles, et une nouvelle classe numérique dominée, composée de travailleurs précaires, de contributeurs invisibles au *digital labor*, et de citoyens intégrés dans des chaînes de captation algorithmique. Varoufakis montre ainsi que, dans ce nouvel ordre, le capital n'investit plus pour produire, mais pour verrouiller les accès, monopoliser les interfaces, extraire de la rente de connexion. Le lien politique produit par le technopopulisme est lui aussi un lien d'enclosure, dans lequel l'adhésion ne passe plus par la représentation ou l'idéologie, mais par la participation permanente à des dispositifs techniques.

Il s'incarne dans un style de gouvernement qui mobilise un arsenal technologique pour court-circuiter les médiations traditionnelles (partis politiques, médias, institutions), tout en revendiquant à la fois l'efficacité technique des outils (e-gouvernement, pilotage par les données, rationalité algorithmique) et une proximité immédiate avec « le peuple », ce dernier étant souvent réduit à une communauté connectée – usagers, followers, citoyens numériques.

Le technopopulisme se nourrit de l'extraction de la valeur sociale et politique des données de la population, réduction de la participation politique à une interaction connectée et émotionnelle et dissimulation des nouvelles hiérarchies sociales sous une rhétorique d'autonomie et d'innovation.

Le cadre d'analyse offert par ce terme de technopopulisme permet d'articuler technologies, économie politique contemporaine, formes de pouvoir et processus de subjectivation. Le rôle de l'algorithme y est central : il sous-tend l'économie des plateformes, dont le fonctionnement repose sur la mise en relation, souvent en temps réel, de l'offre et de la demande par des interfaces numériques, des données massives et des systèmes de gestion algorithmique. Ces plateformes n'interviennent pas directement dans la production, mais orchestrent les interactions entre utilisateurs, qu'il s'agisse de plateformes publicitaires (Google, Facebook) qui monétisent l'attention et les données personnelles ; de plateformes cloud (Amazon Web Services) qui fournissent des infrastructures numériques à des tiers ; de plateformes industrielles (Siemens MindSphere) qui assurent la coordination de chaînes de production ; de plateformes de produit (Apple) qui verrouillent des écosystèmes hardware/software ; de plateformes de travail (Uber, Deliveroo, Upwork) qui transforment l'emploi en service à la demande.

L'émergence du technopopulisme ne peut être dissociée d'une transformation en profondeur des structures sociales issues de la modernité industrielle. L'effondrement progressif du compromis fordiste, basé sur un équilibre relatif entre capital et travail, a ouvert la voie à une reconfiguration des rapports de classe dans laquelle les technologies numériques jouent un rôle structurant. Cette reconfiguration ne prend pas seulement la forme d'une précarisation du travail salarié, mais d'un redéploiement complet des logiques de valeur, de production et de domination – au cœur duquel se trouvent les plateformes, les algorithmes et les infrastructures du *cloud capitalism*.

Dans ce nouveau régime d'accumulation, les sujets ne sont plus simplement des producteurs ou des consommateurs, mais aussi et surtout des fournisseurs involontaires de données. À travers leurs interactions numériques, ils alimentent en continu les systèmes de collecte, d'analyse et de prédiction mis en œuvre par les grandes entreprises technologiques. Cette exploitation diffuse du comportement humain a été conceptualisée comme *digital labor* (travail numérique), c'est-à-dire comme un travail souvent non reconnu, non rémunéré, mais pourtant central pour la création de valeur dans l'économie des données. Chaque clic, chaque trajet, chaque recherche devient une ressource monétisable, et chaque utilisateur une parcelle de travail abstrait.

Le technopopulisme opère ici une opération idéologique décisive : il masque cette extraction silencieuse de valeur sous les oripeaux d'une participation citoyenne fluide et connectée. Il transforme une situation de dépendance infrastructurelle vis-à-vis des grandes plateformes en expérience d'autonomie numérique. Cette dissimulation est d'autant plus efficace qu'elle s'inscrit dans une dynamique de précarisation généralisée du travail : ainsi, le précaire cognitif, constitué d'individus souvent hautement éduqués mais faiblement protégés, en constitue une figure paradigmique. *Freelancers*, travailleurs des plateformes, intermittents numériques : cette classe diffuse est à la fois moteur et victime du capitalisme numérique, oscillant entre aspiration à l'indépendance et fragilité socioéconomique permanente.

L'Inde contemporaine offre un terrain d'observation privilégié du technopopulisme à l'ère du techno-féodalisme. Sous la direction de Narendra Modi, le gouvernement indien a développé un modèle de gouvernance numérique qui conjugue surveillance algorithmique, désintermédiation politique, et récit populiste de puissance nationale. Le cœur de ce dispositif est le système Aadhaar, le plus vaste système biométrique d'identification au monde, couvrant plus d'un milliard de citoyens.

Aadhaar permet d'identifier chaque individu au moyen de ses empreintes digitales et de son iris, pour lui permettre d'accéder à des services publics, ouvrir un compte bancaire ou recevoir des aides sociales. En apparence, il s'agit d'un outil d'efficience administrative ; en réalité, il s'inscrit dans une dynamique de *datafication* de la citoyenneté où les droits sociaux sont conditionnés à l'authentification numérique, créant une forme de souveraineté algorithmique.

Ce système s'accompagne d'une communication politique directe, hyper-personnalisée, orchestrée sur des plateformes comme WhatsApp, Twitter (maintenant X) et l'application NaMo App, qui permet aux citoyens de suivre les actions de Modi, d'envoyer des messages, et de recevoir des « récompenses numériques ». Cette communication contourne les partis traditionnels et les médias, mettant en scène un rapport immédiat et affectif entre le leader et le peuple, au détriment des institutions démocratiques intermédiaires.

Bien évidemment, l'engouement récent pour l'intelligence artificielle en est un révélateur majeur : sous couvert de progrès scientifique et d'efficacité accrue, l'IA devient un outil central du technopopulisme, c'est-à-dire de la promesse d'un avenir meilleur construit par la technologie mais imposé sans véritable débat démocratique. La multiplication des plateformes d'IA générative, des systèmes de surveillance automatisée et des algorithmes de recommandation nourrit l'idée que les solutions techniques seraient nécessairement supérieures aux décisions politiques, tout en déplaçant le pouvoir vers des acteurs privés mondiaux. Parallèlement, les applications chinoises comme WeChat illustrent un autre versant de cette dynamique : celui du contrôle social intégral. En intégrant sur une seule plateforme les communications personnelles, les paiements, les services administratifs, la mobilité et même l'accès à la santé, WeChat centralise des données massives et les met à disposition d'un appareil d'État qui peut surveiller, orienter et, si nécessaire, sanctionner les comportements individuels. Dans ce modèle, la dépendance technique ne se limite plus à un confort d'usage : elle structure la vie sociale, redéfinit la citoyenneté et amplifie le pouvoir des institutions de contrôle. Pris ensemble, ces deux exemples révèlent une tension fondamentale : les technologies numériques, qu'elles soient occidentales ou chinoises, ne sont pas neutres. Elles participent à la construction d'une nouvelle gouvernementalité algorithmique, où la promesse de fluidité et de modernité cache souvent une intensification des asymétries de pouvoir, que ce soit par l'exploitation des données, la dépendance économique ou le façonnement invisible des comportements.

Dans la logique décrite par Yanis Varoufakis, ce dispositif constitue un exemple paradigmatic de techno-féodalisme : le gouvernement agit comme un seigneur d'infrastructure numérique, captant les flux de données, organisant l'accès aux services, et monétisant la loyauté politique à travers la surveillance et la *gamification*. Les grandes entreprises du *cloud* (Amazon Web Services, Microsoft Azure) hébergent une part croissante des données publiques indiennes, consolidant cette dépendance

structurelle à des entités privées transnationales, tout en maintenant l'illusion d'une souveraineté technologique nationale.

Ce nouveau régime de pouvoir est indissociable de ce que Shoshana Zuboff (2019) a appelé le capitalisme de surveillance, fondé sur la capture prédictive des comportements humains. Dans ce modèle, les relations sociales deviennent des objets d'ingénierie comportementale ; les préférences, désirs, émotions sont modélisés et anticipés à des fins de contrôle ou de marchandisation. Le technopopulisme s'inscrit parfaitement dans cette logique : il utilise les outils de ce capitalisme pour produire un lien politique apparemment direct, mais en réalité orchestré par des dispositifs techniques opaques, contrôlés par une poignée d'acteurs privés ou d'États algorithmisés.

Jean Baudrillard, qui n'avait jamais connu le « technopopulisme », avait néanmoins élaboré certains concepts permettant d'en proposer une lecture critique radicale ; le technopopulisme aurait été pour lui *l'expression ultime du règne du simulacre*, où le politique ne renvoie plus à une réalité sociale, mais à sa gestion symbolique et algorithmique. Dans l'ouvrage *Simulacres et simulation* (1981), Baudrillard montrait que la société contemporaine ne se contentait plus de masquer le réel : elle le remplaçait par un système de signes autosuffisants. Le technopopulisme s'inscrit pleinement dans cette logique. Il fait comme s'il représentait « le peuple », mais ce peuple n'est plus un sujet collectif constitué ; il est reconstruit comme audience, communauté de followers, agrégat de données comportementales. Le peuple devient un effet de plateforme, non une réalité politique autonome. Ainsi, la désintermédiation promise par le technopopulisme (par-delà les partis, les institutions, les médias) ne ramène pas à une démocratie plus authentique. Elle produit l'illusion d'une relation directe, hyper-personnalisée, entre le leader et ses « fans ». Mais cette relation est techniquement médiée, algorithmisée, recyclée en temps réel dans un flux d'engagements, c'est-à-dire précisément ce que Baudrillard appelait une hyperréalité (1981 : 11).

Autre analyse critique qui pourrait aussi paraître anachronique et qui n'est pas moins pertinente : celle de Guy Debord, pour qui le capitalisme avancé produit une société du spectacle, où « tout ce qui était directement vécu s'est éloigné dans une représentation » (1967 : 7). Dans cette société, la domination ne s'exerce plus uniquement par la violence ou l'exploitation matérielle, mais par la médiation totale de l'image, de la marchandise et de la communication. Le citoyen devient spectateur ; le réel, un décor. Debord aurait sans doute analysé le technopopulisme, à l'ère des plateformes numériques, comme une forme renforcée, mutée, de cette société du spectacle où la politique elle-même devient un flux continu de signes, d'émotions, de notifications, soigneusement chorégraphié pour produire l'illusion d'un lien direct entre gouvernants et gouvernés. Debord écrivait à propos du spectacle qu'il est « l'inversion concrète de la vie ». Avec le technopopulisme, ce spectacle s'interactive : il ne s'agit plus seulement de regarder passivement, mais de *liker, partager, réagir*. Le spectateur devient *utilisateur, follower, participant émotionnel*, sans jamais retrouver une prise réelle sur les décisions.

En réalité, les diagnostics de Baudrillard et de Debord sont complémentaires. Si Debord voit dans le spectacle une structure sociale de l'aliénation (la domination par les images, la marchandisation généralisée, la perte de l'expérience vécue), Baudrillard, quant à lui, voit dans la simulation la disparition du réel dans les signes,

l'implosion du pouvoir dans l'hyperréalité. Tous deux auraient vu dans le technopopulisme un stade avancé du capitalisme de la représentation, où le pouvoir devient pure performance, et la participation politique un simulacre interactif sans enjeu réel.

Références

- Althusser, L., 2013 [1971], « Ideology and Ideological State Apparatus », in *Lenin and Philosophy and Other Essays*, New-York, Monthly Review Press : 121-176.
- Baudrillard, J., 1981, *Simulacres et simulation*, Paris, Galilée.
- Debord, G., 1967 [1982], *La société du spectacle*, Paris, Gallimard.
- Deseriis, M., 2017, « Technopopulism: the emergence of a discursive formation », *TripleC: Communication, Capitalism & Critique*, 15 (2) : 585-610, <https://doi.org/10.31269/triplec.v15i2.770>
- Foucault, M., 1972, *The Archaeology of Knowledge*, Londres, Tavistock.
- Varoufakis, Y., 2023, *Techno-Feudalism: What Killed Capitalism*, Londres, The Bodley Head/Penguin Random House.
- Zuboff, S., 2019, *The Age of Surveillance Capitalism*, New York, Public Affairs.